



ARNAUD MONTEBOURG,
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DU REDRESSEMENT PRODUCTIF ET DU NUMÉRIQUE

Discours feuille de route du 10 juillet 2014

Mesdames les ministres, chère Carole, chère Axelle, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux, présidents, Mesdames et Messieurs, les acteurs économiques, sociaux et politiques que vous êtes avez besoin de comprendre, connaître, partager la vision du gouvernement dans sa stratégie de redressement de l'économie française. Vous voulez savoir où nous allons, ce que nous voulons et la manière dont nous allons y prendre pour atteindre nos objectifs.

Une feuille de route dans un langage militaire, c'est une orientation stratégique, une description des moyens de surmonter les obstacles sur la route escarpée – c'est le moins qu'on puisse dire – du redressement économique qui nous attend. Au ministère du Redressement productif qui m'a été confié pendant deux ans, qui se poursuit aujourd'hui au sein de ce grand ministère de l'Économie, nous avons – vous vous en souvenez – d'abord dû faire face à l'urgence, la multiplication des défaillances d'entreprises et des plans sociaux. Nous avons invité les commissaires au Redressement productif puis le Fonds de Résistance Economique pour sauver, en sus des innombrables PME menacées – près de deux mille –, de grands morceaux de la pétrochimie française – Kem One –, de l'aluminium français – Rio Tinto –, des aciers spéciaux – Ascometal –, de l'électroménager français – c'était Fagorbrandt.

Nous avons créé la Banque Publique d'Investissement, dynamisé l'Agence des Participations de l'État, qui ont accumulé plus de trois mille participations dans nos entreprises pour épauler celles-ci dans la crise. De pompier urgentiste, ce ministère est peu à peu devenu bâtisseur en créant les trente-quatre plans industriels qui ont imaginé une politique industrielle qui avait disparu depuis bien longtemps et en réinventant de ce fait les produits, les usines, les emplois du nouveau « made in France ».

Du 12 septembre 2013 où nous étions à l'Élysée pour lancer les trente-quatre plans industriels jusqu'à hier, ce sont trente-quatre bébés de l'industrie faits en neuf mois qui sont nés puisque tous ces plans ont été validés définitivement et, maintenant, vont se mettre en œuvre, déroulés par les chefs de plan, l'administration, le Parlement qui sera sollicité, l'ensemble des forces de la nation qui, autour de la renaissance de l'industrie, se rassemble.

Ces efforts de politique industrielle pourtant ne résument pas à eux seuls une politique économique qui, elle, doit s'intéresser à la croissance, au plein emploi et à

Seul le prononcé fait foi



sa recherche, à la réduction des inégalités et aux conditions à réunir pour sortir enfin de la crise. Comme ministre de l'Économie, dans cette lourde responsabilité qui m'a été confiée, je n'aurai qu'un seul ennemi, le conformisme et les idées reçues. Mais je crois que j'aurai un allié constant, l'audace et les idées nouvelles.

Au moment où l'Union européenne est en train de rater sa sortie de crise, il n'est pas inutile de rappeler les raisons de la crise commencée il y a six ans, en 2008. Déjà six ans. Si je devais en identifier une seule, je la résumerais en disant que les causes de la crise sont dans l'oubli des classes moyennes et populaires des pays occidentaux. L'endettement actuel des États vient de l'explosion, au moment de la chute de la banque Lehman Brothers il y a six ans, de la bulle spéculative des subprimes qui n'était autre qu'un soutien par le crédit abusif de la consommation des classes moyennes américaines. Les amoncellements dans tous les pays occidentaux dont le nôtre de dettes publiques ou de dettes privées sont directement liés au soutien artificiel à la consommation et à la demande des classes moyennes et populaires soit sous forme de prestations sociales, soit sous forme de crédits abusifs spéculatifs, comme en Espagne dans sa bulle immobilière. La raison en est que ces classes moyennes ont été structurellement appauvries par une pression permanente sur leurs salaires liée à une mise en concurrence trop forte pendant dix années dans la mondialisation avec les pays émergents.

Le célèbre philosophe allemand Jürgen HABERMAS avait résumé la situation en une phrase, il avait dit : « La mondialisation, c'est l'effondrement du pouvoir d'achat des bulletins de vote. » Or, s'il n'y a pas de pouvoir d'achat, il n'y a pas de demande adressée aux entreprises, il n'y a plus d'activité économique et on cherche la croissance. La baisse de la demande dans les économies occidentales est la maladie structurelle qui les a fait chuter et dont elles ne se sont toujours pas remises. Seuls les pays qui ont su stimuler ou, au minimum, s'abstenir de peser trop fort sur la demande ont su faire repartir la croissance. L'appauvrissement économique des classes moyennes et populaires est la cause de la crise mais son aggravation aujourd'hui en est maintenant la conséquence.

Pour sortir de la crise, il faut sociologiquement renouer avec les classes moyennes en s'appuyant sur elles, en concentrant sur elles la lutte contre leur appauvrissement économique, leur affaiblissement éducatif, leur déclin social, leur exclusion politique – et ça nous concerne. Ce sont ces cadres en fin de droits qui ne trouvent pas de travail à cinquante ans, ces ouvriers dans les secteurs manufacturiers condamnés à des emplois précaires en attendant la retraite, ces petits patrons écrasés de prélèvements qui n'arrivent pas à faire vivre leurs familles de leur propre travail, ces techniciennes inquiétées par la révolution numérique qui se demandent comment elles vont financer leur éternelle reconversion, ces territoires désindustrialisés qui cherchent désespérément à rebondir.

Seul le prononcé fait foi



Les classes moyennes ont déjà payé la crise. Elles ne peuvent pas payer de surcroît la sortie de crise. Et je préfère qu'elles soient les acteurs et les moteurs de la future croissance que je vous propose de rechercher ensemble. Mais pour réussir cette difficile mission, il fallait d'abord s'atteler à la difficile tâche de reconstruire notre appareil productif dégradé, abîmé par de longues années d'inaction ou de désinvolture. Il fallait sonner la mobilisation générale face à soixante-quatorze milliards de déficit commercial. Je rappelle que lorsque Lionel JOSPIN, en 2002 – il y a douze ans –, a remis les clés aux Français, le déficit commercial était en excédent. Dix ans plus tard, nous sommes près de cent milliards de déficit. C'est le juge impitoyable de notre perte de performance, alliant d'ailleurs les vagues de délocalisation, les mouvements de désindustrialisation que nous constatons sur les territoires. Ce sont les fameux sept cent cinquante mille emplois industriels perdus en dix ans.

Alors nous avons, dans la lignée du rapport de Monsieur GALLOIS, fait une révolution intellectuelle et politique avec tous les Français, ce que j'appelle la révolution compétitive. Nous avons expliqué à tous les Français que la compétition mondiale est une guerre économique mondiale qui nous oblige à nous organiser et à nous armer. Nous avons fait le choix d'unir toutes les forces de la nation autour de l'entreprise pour lui permettre de retrouver, améliorer sa rentabilité, l'autoriser à investir et à embaucher de nouveau. Cette politique est un acte de survie nationale. C'est pourquoi elle est cruciale. Elle doit être sacrée et consacrée. Elle nous transcende tous. Des oppositions diverses ou dans les majorités plurielles, les syndicats comme le patronat ou les patronats peuvent et doivent s'y reconnaître car ils y ont tous intérêt. Car il ne peut y avoir de modèle social, de service public, de puissance diplomatique et militaire durablement financés si nous ne disposons pas d'un appareil productif restauré, fort, créateur de richesse.

C'est pourquoi cette révolution doit être une œuvre constante, opiniâtre et de longue haleine. Elle aurait d'ailleurs dû commencer bien avant nous et elle devra se poursuivre après nous car elle fait appel au patriotisme économique en conduisant les forces de l'entreprise – actionnaires, dirigeants, salariés, syndicats –, partenaires de l'entreprise – les clients, les fournisseurs –, à s'entendre dans l'intérêt de la survie et de la croissance de l'entreprise. Le fameux crédit d'impôt compétitivité-emploi et le pacte de responsabilité sont donc, c'est vrai, une mobilisation historique en faveur des entreprises. C'est d'abord un acte de confiance qui a été fait aux partenaires de l'entreprise chargés de décider ensemble, dans la communauté humaine de l'entreprise, l'ensemble de ces baisses d'impôts sur les entreprises.

Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE a enquêté sur les premiers effets du CICE. Une entreprise sur deux déclare l'utiliser d'abord pour investir. Mais elles sont aussi 43 % dans les services, 31 % dans l'industrie à vouloir améliorer leur niveau d'emploi en déclenchant des embauches. Et c'est en 2014 que les entreprises commencent à bénéficier financièrement et concrètement du crédit d'impôt. Ce sont trois cent trente-quatre mille entreprises qui ont déjà déclaré un montant cumulé de sept milliards de CICE. Déjà les premiers effets du crédit d'impôt se font sentir sur les taux de marge des entreprises qui se redressent de 1,3 point sur un an. C'est un effort qu'il faut poursuivre.

Seul le prononcé fait foi



Mais la compétitivité, ce n'est pas que le coût du travail, c'est aussi le coût de l'énergie auquel nous veillons dans la loi de transition énergétique, c'est aussi le coût du capital auquel nous cherchons à remédier par la naissance de la Banque Publique d'Investissement, une banque moins gourmande, plus patiente que le système financier et bancaire privé, lequel nous souhaitons le ramener dans le droit chemin du financement de l'économie réelle – des PME, des TPE.

Je veux remercier ici les syndicats de toutes les sensibilités qui, au quotidien et sur le terrain, sont les meilleurs patriotes de leur outil de travail dans cette période difficile que nous traversons. Ils le défendent parfois contre l'avis de leurs actionnaires et ils sont capables de signer des accords de compétitivité pour préserver et augmenter l'emploi. L'accord Renault est devenu un phare à ce sujet. Il a permis la relocalisation de deux cent mille véhicules produits et assemblés en France contre un accord de compétitivité qui a été signé par 65 % des salariés à travers leurs organisations syndicales représentatives.

Mais je veux aussi remercier ces patrons patriotes engagés dans la bataille du « made in France » qui acceptent des compromis pour obtenir des victoires économiques pour leur entreprise et notre pays. J'en ai rencontrés d'innombrables qui acceptent des concessions demandées par leurs salariés et qui se disent : ensemble, nous pouvons vaincre et convaincre.

Cette révolution compétitive consacre aussi le créateur d'entreprise, l'entrepreneur comme l'un des piliers de la nation en reconstruction. Mais en retour, la nation et toutes ses composantes sont en droit d'attendre que cet effort crée des devoirs. Les Français soutiennent leurs entreprises. Ils en sont fiers le plus souvent. Mais en retour, ils voudraient que les entreprises fassent travailler la France et les Français. Six branches économiques sur quarante ont seulement commencé à négocier les contreparties au crédit d'impôt compétitivité-emploi et au pacte de responsabilité. C'est lourdement insuffisant, il faut accélérer.

Et je le demande ici, je lance un appel aux patrons – petits et grands. C'est la première fois que les entreprises sont au centre de la préoccupation publique et politique. Les Français vous soutiennent en faisant le sacrifice historique de quarante milliards de baisses d'impôts et d'allègements de cotisations ! C'est le moment de faire de cette révolution compétitive un compromis historique populaire ! Donnez aux Français en contrepartie à voir votre sens patriotique en créant de l'activité en France, en embauchant autant que vous le pouvez et en investissant dans votre appareil productif. Ne portez pas les pin's, affichez plutôt sur la porte d'entrée de vos usines le nombre d'emplois créés ! Discutez-en avec vos syndicats, vos délégués du personnel ! Serrez-vous la main à la télévision ! Engagez-vous pour la population, pour la France, comme nous nous sommes engagés pour vos entreprises !

Cette union de tous les Français autour du « made in France », cette bataille culturelle pour le patriotisme économique conduit la France peu à peu vers une transformation progressive de son modèle économique. Un temps tenté par le modèle anglo-saxon – libéral et financier –, nous voici revenir à un modèle entrepreneurial, productif et innovant issu du capitalisme rhénan que nous avons en commun avec l'Allemagne. Nous nous serrons les coudes pour renforcer et soutenir

Seul le prononcé fait foi



nos producteurs. Nous nous battons pour modérer nos coûts de production et nous nous organisons pour réinventer nos productions car depuis deux ans, nous avons orienté au redressement productif tous nos choix vers une puissante politique de l'innovation. Je résume : sanctuarisation du crédit impôt recherche désormais étendu à l'innovation, renforcement du soutien fiscal aux jeunes entreprises innovantes, création du Concours mondial de l'innovation et ce sont mille deux cents candidats venus du monde, création des objets de la nouvelle France industrielle sur cette scène à Bercy qui exaltent les valeurs de la création, avantages fiscaux pour la robotisation des processus de production, naissance de la Banque Publique d'Investissement et de son écosystème de capital-risqueur, création du régime à la fois le plus libéral et le plus sûr au monde du crowdfunding – le financement participatif, naissance de la French Tech et de ses Quartiers numériques, dynamique enfin créée par les trente-quatre plans industriels qui, dans tous les domaines de l'industrie, réinventent par la technologie les entreprises, les produits, les usines, les emplois.

Ces trente-quatre plans mobilisent vingt milliards d'investissement des acteurs privés pour seulement 3,5 milliards d'investissement public. Ils organisent une alliance concrète des laboratoires publics, des laboratoires privés, des fonds publics, des fonds privés, des pouvoirs publics, des entreprises privées qui vont peu à peu ensemble changer la France. Les trente-quatre feuilles de route des plans industriels viennent d'être achevées, validées, terminées. Elles sont d'ailleurs – je veux le dire – à la fois beaucoup plus audacieuses et beaucoup plus raisonnables et réalistes que si mon administration et moi-même les avions conçues. Beaucoup plus audacieuses parce que ce sont des dirigeants d'entreprises industrielles qui les ont rédigées, qui connaissent leurs marchés, leurs clients, qui savent jusqu'où il faut aller trop loin. Et réalistes et raisonnables parce qu'ils savent que cela a de grandes chances de fonctionner.

Ces trente-quatre plans devraient, selon Mckinsey, un cabinet qui – vous le savez – n'est pas dépendant du gouvernement, créer quatre cent quatre-vingt mille emplois nouveaux en dix ans et de quoi regagner une grande partie des emplois industriels perdus de la décennie passée. Déjà les premiers prototypes apparaissent, comme l'avion électrique conçu et construit à Mérignac. La première voiture consommant moins de deux litres aux cent pour tous sera présentée par nos constructeurs au Salon mondial de l'Automobile cet automne. Le réseau national de bornes de recharge pour les véhicules électriques est en passe de naître puisque la loi a été votée. Une cité des objets connectés « made in France » imaginée par Monsieur Éric CARREEL, le président de Withings et chef du projet du plan industriel objets connectés, verra le jour à l'automne. Le TGV du futur est annoncé pour début 2017. Le pack « made in France » de la rénovation thermique des bâtiments est prêt et contient des solutions techniques innovantes. Les prototypes des immeubles de quinze étages en bois se développent. L'industrie agroalimentaire propose cinq cents projets, la chimie verte en propose quarante-cinq dotés de deux milliards d'investissement, l'industrie du recyclage en propose cent onze pour sept cent quatre-vingt-cinq millions d'investissement. Bref, la France industrielle se réinvente peu à peu. C'est d'ailleurs une nouvelle économie qui est en train de naître, s'appuyant la transition énergétique d'un côté et la révolution numérique de l'autre.

Seul le prononcé fait foi



Mais déjà les premiers résultats de cette révolution compétitive et de ces deux années d'efforts se font sentir. Nous avons eu au mois de mai et juin les indicateurs de l'attractivité qui se redressent d'ailleurs spectaculairement comme l'indique le Ernst & Young, le At Kearney ou le KPMG. C'est assez rare que je cite ces grands cabinets anglo-saxons mais pour une fois qu'ils nous font des compliments je goûte le plaisir de les partager avec vous.

Sur les projets d'investissement effectivement constatés, nous enrayons la chute qui a commencé avec le décrochage en 2010. + 9% pour les implantations nouvelles en France selon Ernst & Young, + 23% pour les projets de R&D, 34% des investisseurs interrogés envisagent d'établir ou de développer des activités en France, un chiffre supérieur au Royaume-Uni et à l'Allemagne. Ça mérite d'être noté dans ces temps de football et de championnat mondial. 18% des investisseurs étrangers non implantés en France envisagent de s'implanter ou d'investir en France, soit une hausse de huit points par rapport à 2012. On a dit que la défense de la souveraineté de la France ferait fuir les investisseurs internationaux, on a prétendu que mes déclarations sur Mittal, mes interventions sur Dailymotion causeraient du tort à la France, je constate qu'il n'en est rien, c'est même plutôt un encouragement inverse.

Voilà à quoi sert notre patriotisme économique, c'est le moyen d'être plus fort, d'être mieux armé dans la compétition mondiale face à la mondialisation déloyale. C'est le sens du décret du 14 mai 2014 que le Premier ministre et moi-même avons signé pour contrôler les investissements étrangers en France afin d'éviter que certaines entreprises ne deviennent des proies faciles. Ce décret permet d'imposer des alliances mondiales entre égaux, éviter les disparitions, les dévorations, les prises de contrôle intempestives qui porteraient atteinte à notre tissu productif, à notre souveraineté économique. Il permet à l'Etat de rééquilibrer, de protéger, de défendre la souveraineté de nos entreprises et donc se renforcer pour mieux conquérir dans le monde actuel.

La Commission européenne vient ces derniers jours de notifier au ministère de l'Economie, au gouvernement français son approbation du décret comme étant parfaitement compatible avec les traités européens. Ce décret a donc servi une fois dans l'affaire Alstom-General Electric, il servira encore dans les secteurs sensibles qui font son périmètre, l'eau, la santé, la défense nationale, l'industrie du jeu, les transports, l'énergie, les télécommunications. C'est exactement le même patriotisme économique qu'il faut voir dans la mobilisation que nous sommes en train d'organiser des fonds de retraite complémentaire à qui nous allons demander d'investir une part de leurs 200 milliards dans les entreprises cibles du CAC 40 afin de constituer un actionariat de long terme, fiable et solide, résistant aux OPA indésirables. C'est encore et exactement le même sens patriotique qu'il faut donner à la Compagnie nationale des mines qui a pour objectif de préserver notre souveraineté industrielle dans l'approvisionnement en matières premières, matériaux industriels, métaux et terres rares de notre industrie comme d'ailleurs ont su le faire le Japon, la Chine ou l'Allemagne. Et c'est encore le même patriotisme économique qui nous conduit à refuser à l'Union européenne de négocier de façon non conforme aux intérêts de l'Europe et de la France le traité transatlantique avec les Etats-Unis d'Amérique.

Seul le prononcé fait foi



Certains pourtant se demandent si cette politique de soutien à notre appareil productif d'un montant de 40 milliards est bien compatible avec la politique de réduction à marche forcée de nos déficits publics. Je voudrais examiner ici devant vous les chiffres et les réalités si vous le voulez bien six ans après la chute de la banque américaine Lehman Brothers, démarrage de la crise financière aux Etats-Unis qui s'est transportée en Europe. Depuis 2008, le retard de croissance de la zone euro est presque de 10 points de PIB avec les Etats-Unis d'Amérique. Fin 2009, après les événements de la crise, le taux de chômage était à 10% aux Etats-Unis comme dans la zone euro, 10% partout. Aujourd'hui, le taux de chômage est à 6,1 aux Etats-Unis et 11,7 dans la zone euro. Félicitations à l'Union européenne, nous sommes dans le tableau d'honneur mondial de l'explosion du chômage, c'est un fait, c'est une réalité. En 2012 et 2013, la France était au-dessus de la moyenne de la croissance de la zone euro qui était déjà faible. En 2014, 2015, elle risque d'être en-dessous. Mais c'est toute la zone euro qui après deux années de croissance négative est sortie de récessions mais dont les résultats restent très préoccupants. Au premier trimestre 2014, Pays-Bas, - 1,4, Finlande, - 0,4, Portugal, - 0,7, Italie, - 0,1, France, 0, Belgique, + 0,3, Espagne, + 0,3. Seule l'Allemagne affiche un + 0,8 mais la production industrielle vient d'enregistrer une forte baisse de - 1,8 au mois de mai dans ce pays après - 0,3 en avril. C'est donc une maladie européenne qui a fait de la zone euro la lanterne rouge de la croissance mondiale.

Les raisons en sont austérité sur-calibrée, simultanéité des politiques d'austérité dans tous les pays européens en même temps, approche exclusivement comptable de l'Union européenne, sous-estimation chronique de l'impact des politiques de rétablissement des comptes publics sur la croissance, absence de politique de rachat de la dette publique par la Banque centrale européenne que pratiquent pourtant les autres banques centrales du monde entier, et tout cela donne une zone euro qui continue d'accumuler un retard de croissance spectaculaire et inquiétant. D'ailleurs, selon une étude de monsieur Jan In't VELD qui est l'économiste en charge du modèle multinationale de la Commission européenne, la politique budgétaire a amputé la croissance sur la période 2011-2013 de 4,8 points de PIB à la France dont 1,8 lié à l'austérité des autres pays de la zone euro. 3,9 de PIB à l'Allemagne dont 1,9 lié à l'austérité des autres pays de la zone euro. Nous nous faisons compétition à la baisse, voici donc le problème posé clairement par la Commission elle-même et ses économistes en chef. Réduire l'endettement, les déficits et rétablir l'équilibre de nos comptes publics ne pas se faire au détriment de la croissance car la croissance elle-même permet de résorber encore plus vite les déficits.

Dès le mois d'octobre 2013, j'ai dans le sillage de Louis GALLOIS dénoncé un euro trop fort et trop cher qui pénalisait les exportations de l'industrie européenne. Nous avons la zone la plus dépressive au monde avec la monnaie qui s'apprécie le plus au monde et avec une BCE qui ne fait pas respecter son mandat d'une inflation de 2%, c'est son mandat, elle se l'est fixé, puisque nous sommes à 0,5 aujourd'hui et la situation est devenue maintenant dangereuse en raison du risque déflationniste. Ces appréciations ont d'ailleurs été reprises par notre Premier ministre, Manuel VALLS, dans son discours de politique générale, il a rappelé que « les efforts, je cite, que nous faisons sur la réduction de nos déficits, sur nos réformes structurelles, sur la compétitivité des entreprises, sur le coût du travail ne

Seul le prononcé fait foi



doivent pas être balayés par un niveau trop élevé de l'euro », il a raison. La Banque centrale européenne a donc fini par prendre conscience de l'urgence de la situation et du risque déflationniste dans la zone euro. Elle a pris le 5 juin, c'était il y a presque un mois, des mesures inédites de politique monétaire plus accommodante, baisse des taux directeurs à 0,15, taux d'intérêt et de dépôt négatif à - 0,1, c'est inédit, et la possibilité de débloquer plusieurs centaines de milliards d'euros de prêts de la BCE aux banques pour financer le crédit aux entreprises. Les décisions de la BCE vont dans le bon sens, pourtant l'euro reste encore élevé, il n'a presque pas bougé, il reste supérieur à 1,36 dollars, et rien n'a bougé depuis un mois.

Dans un contexte où l'inflation est historiquement faible, il est donc inévitable et indispensable que la BCE s'interroge et aille encore plus loin dans les politiques monétaires non conventionnelles comme on dit en procédant enfin à l'achat de titres de dettes publiques si l'euro ne baisse toujours pas et si la croissance ne repart pas dans la zone euro. C'est ce que font de façon totalement décomplexée toutes les banques centrales du monde, la Banque d'Angleterre qui a 2% de croissance, la Banque du Japon qui a 2% de croissance, la Réserve fédérale des Etats-Unis, 3% de croissance.

Lorsqu'avec le président de la République nous sommes allés à Washington, nous avons rencontré le président Barack OBAMA. Celui-ci nous a dit « nous avons aux Etats-Unis relancé la croissance, nous avons fait le job, qu'attendez-vous en Europe pour relancer à votre tour la croissance ? » Lorsque nous discutons avec le Fonds monétaire international, madame LAGARDE et ses équipes, ils disent et répètent depuis des mois pour ne pas dire des années que « les mesures trop fortes de restriction budgétaire sont de nature à empêcher la reprise dans la zone euro, la baisse du chômage ». Lorsque nous rencontrons l'OCDE, son secrétaire général nous dit en substance « vous avez oublié que la croissance devait être le talisman du rétablissement des comptes publics. Or, en voulant rétablir les comptes publics vous empêchez la croissance, ce qui vous empêche de rétablir les comptes publics ». La politique de réduction des comptes publics partout en Europe et en France nous prive donc de croissance parce qu'elle pèse sur elle. C'est d'ailleurs, vous me permettrez de le dire, le paradoxe de cette idée moralement juste mais économiquement fautive, il est moralement juste de dire que celui qui fait des dettes doit les rembourser, il n'y a rien à dire. Mais c'est économiquement stupide de le faire si précisément le fait de le faire vous empêche d'y parvenir ou vous conduit à l'exact contraire. C'est le problème de la politique de réduction des déficits, malgré tous les efforts qu'il faut assumer, tous les obstacles qu'il faut vaincre, malheureusement ne permet pas la réduction des déficits car en privant l'économie de croissance elle empêche précisément le rétablissement des comptes publics, l'Union européenne confond donc la morale et l'économie.

De manière générale, je crois que nul ne devrait laisser l'économie à des comptables moralistes surtout lorsqu'ils ont des idées rigides. C'est un peu comme disait CLEMENCEAU « laisser la guerre aux généraux, il vaut mieux que ce soit les dirigeants politiques qui le fassent ». L'économie est un art du mouvement qui nécessite des corrections permanentes, des anticipations, des adaptations, du pragmatisme et du refus de dogmatisme en toutes circonstances. L'Allemagne nous a donné un excellent exemple de ce pragmatisme il y a 10 ans. En novembre 2003,

Seul le prononcé fait foi



après avoir lancé en mars de la même année l'agenda 2010 et ses réformes. Le gouvernement allemand est allé voir la Commission européenne avec le président CHIRAC pour dire « si vous voulez que je réussisse mes réformes ne m'obligez pas à faire en même temps une consolidation budgétaire trop rapide ». A l'époque, l'Allemagne souffrait, sa croissance était négative, - 0,2%, son déficit public, - 4%, la Commission a accepté parce qu'elle savait à l'époque que des réformes structurelles avaient besoin de croissance si on voulait éviter l'asphyxie économique.

Dans son discours politique générale, le Premier ministre, Manuel VALLS, a déjà rappelé que l'exigence de rétablissement des comptes publics ne pouvait pas casser la croissance et cela, je crois, a marqué une sorte de tournant dans le quinquennat. Le Premier ministre a donc à mon arrivée à Bercy demandé d'ouvrir le débat au ministère de l'Economie avec l'Union européenne et nous-mêmes. Je l'ai fait, j'ai installé ici le Conseil indépendant pour la croissance et le plein emploi, il est présidé par cinq économistes de réputation mondiale. Outre Joseph STIGLITZ, prix Nobel d'économie, il y a Jean-Paul FITOUSSI, Enrico GIOVANINI, ancien chef statisticien de l'OCDE, Philippe MARTIN, Peter BOFINGER qui n'est autre que membre du Conseil des sages du gouvernement fédéral d'Allemagne. Il est intéressant d'avoir des positions croisées d'économistes du monde et particulièrement d'Europe. Ces cinq économistes, qui ne sont pas les moindres, disent exactement la même chose, disent ce que répètent en cœur le FMI, l'OCDE, ils critiquent les choix macroéconomiques et budgétaires imposés par la Commission au gouvernement européen.

A son arrivée au pouvoir, monsieur Matteo RENZI, le président du Conseil italien, a qualifié le pacte de stabilité de « pacte de stupidité ». Plus tard, monsieur RENZI a plaidé en faveur d'une meilleure utilisation de la flexibilité permise par les règles budgétaires européennes afin de relancer les investissements en faveur de la croissance. Il a conclu que sans croissance l'Europe n'a pas d'avenir. Sigmar GABRIEL, vice-chancelier, ministre allemand de l'Economie, a défendu l'assouplissement des règles européennes en affirmant que « les coûts qui sont occasionnés par toutes les mesures de politique de réformes ne devraient pas être pris en compte dans les critères de déficit », fin de citation. La France est copropriétaire indivise de l'Union européenne comme tous ses partenaires. La politique de la France n'est donc pas indissociable de la politique de l'Union et c'est une des raisons pour lesquelles notre pays a le devoir de dire à l'Union européenne qu'elle fait fausse route lorsqu'elle se trompe. L'Union européenne ce n'est pas une école avec des bons et des mauvais élèves et si cela devait en être une ce serait plutôt l'école de la contre-performance vu les résultats accumulés depuis le début de la crise, ou l'école des erreurs de pilotage économique qui mérite qu'on ouvre enfin la boîte noire, qu'on fasse le bilan dans le cadre de la nouvelle Commission européenne et qu'on se pose les bonnes questions.

Nous devons veiller à ce que les erreurs collectives de politique économique liées à un certain nombre de problèmes idéologiques évitent de provoquer des risques de destruction, de fracturation politique d'un bien commun qu'est l'Union européenne et que des générations entières ont mis tant de temps à bâtir. Le chômage de centaines de milliers d'Européens et de Français doit donc être évité, il

Seul le prononcé fait foi



suffit de lire, d'écouter, d'entendre autre chose qu'un certain nombre de préjugés qu'on peut lire d'ailleurs dans la littérature libérale. Il y a une responsabilité historique de la classe dirigeante, à écouter la souffrance de son peuple, à choisir les chemins alternatifs différents et novateurs qui éviteront et conjureront le risque d'autodestruction du pays.

J'ai passé 17 années sur le terrain auprès des Français, dans les maisons, les cages d'escaliers, d'immeubles, les fermes comme beaucoup d'élus de terrain, que disent les gens ? Ils ne répugnent ni au sacrifice ni à l'effort, ils veulent juste que ceci serve la cause utile du progrès et de l'amélioration pour eux-mêmes et leurs enfants. Des sacrifices il leur en est toujours demandé, de l'amélioration pour l'emploi, de la prospérité et du pouvoir d'achat, ils n'en voient plus depuis longtemps. Et nous assistons aujourd'hui passifs à la transhumance massive des cohortes d'électeurs des partis de droite et de gauche vers le Front national qui propose en guise de programme politique le chaos pour la France et la haine entre Français. Laisser augmenter le chômage c'est laisser progresser le Front national, précipiter la France, s'abandonner à la destruction de l'Europe. Endiguer le chômage c'est endiguer la progression du Front national. Faire baisser le chômage c'est faire baisser le Front national. Et ce n'est pas seulement la gauche qui est menacée, c'est bien la France dans sa constitution, sa force, sa puissance qui le sera.

Cet appel à la responsabilité des dirigeants, c'est un appel à l'imagination et à l'abandon des tabous. C'est un appel à combattre le conformisme. C'est un appel à prendre appui sur le courage, dont d'ailleurs nul ne manque au gouvernement.

Dans la responsabilité qui m'est confiée dans le ministère que j'occupe, je n'aurais donc qu'un seul adversaire : le conformisme politique et intellectuel. Le conformisme, il n'a pas besoin de présenter sa candidature, il ne présente pas de programme, mais il gouverne ! Il gouverne les esprits, les hommes, les institutions européennes, les institutions monétaires ! Dans la situation de gravité extrême que connaît l'Europe, qui voit s'installer non plus la stagnation, mais maintenant la déflation, comme ministre en charge de l'économie, je n'accepterai pas une situation aussi grave.

Alors, je propose donc, puisque le débat est maintenant ouvert, une évolution de notre stratégie macroéconomique et je voudrais vous la présenter. Il ne s'agit pas d'abandonner nos efforts, car nous devons nous désintoxiquer de la dépense publique. Il s'agit de les rendre plus utiles, plus productifs, mieux orientés vers la croissance. Il ne s'agit pas non plus d'opposer une politique de l'offre en faveur des entreprises à une politique de demande en faveur des ménages. Car, les entreprises ont besoin des ménages pour leurs carnets de commandes et, à l'inverse, les ménages ont besoin des entreprises pour trouver des emplois et obtenir de bons salaires. Il s'agit de conjuguer les deux, car nous avons besoin des deux, l'économie, elle marche et avance sur deux jambes : l'offre et la demande.

Il ne s'agit pas non plus de remettre en cause les 50 milliards d'économies, il s'agit, au contraire, de bien les utiliser, il s'agit de les rendre aux Français. Entre 2010 et 2014, les mesures budgétaires et fiscales ont déjà conduit à réduire le déficit public structurel de 4,2 points de PIB, 88 milliards. C'est un effort historique.

Seul le prononcé fait foi



Avec le pacte de stabilité, la France va réaliser 50 milliards d'économies, c'est un nouvel effort historique qui n'a pas de précédent. Cet effort, je puis vous dire, avec mes collègues, les ministres, Carole, Axelle, tous les collègues de Bercy et d'ailleurs, nous l'accomplissons avec sérieux et application.

Mais il est indéniable que ces économies auront un impact récessif pour la France comme pour l'Europe, si elles ne sont pas compensées par une injection monétaire ou budgétaire d'ampleur équivalente dans l'économie de la Zone Euro ou bien si elles ne sont pas restituées, pour l'essentiel, aux entreprises et aux ménages sous forme de baisses d'impôts.

C'est pourquoi je propose, dans le cadre des flexibilités, qui ont été dernièrement conquises par le président de la République, dans le cadre de la réorientation de l'Europe, d'appliquer une règle des trois tiers pour l'affectation des économies de dépenses publiques et l'ensemble des efforts budgétaires que nous avons à réaliser.

Un premier tiers sera affecté à la réduction du déficit public garantissant notre sérieux budgétaire, notre continuité, la poursuite volontaire de l'assainissement des comptes publics, c'est nécessaire. Un deuxième tiers serait affecté à la baisse des prélèvements obligatoires sur les entreprises, ce sont là les engagements qui ont été pris dans le cadre du pacte de responsabilité et de notre révolution compétitive. Le troisième tiers affecté à la baisse de la pression fiscale sur les ménages, afin d'améliorer leur pouvoir d'achat, sans porter atteinte à nos décisions destinées à améliorer la compétitivité des entreprises.

Cette règle des trois tiers est de nature à soutenir la croissance, permettant, par un autre chemin, le rétablissement de nos comptes publics. Nous pourrions, de la sorte, nous remettre à créer de l'emploi, cesser certainement d'en détruire. C'est une inflexion qui devrait être d'ailleurs naturelle. Ce que Bruxelles a consenti à l'Allemagne en 2003, elle ne peut le refuser en 2014, après la crise violente de 2008, sans prendre d'ailleurs le risque de voir la Zone Euro sombrer dans la déflation et le chômage de masse. Une inflexion de cette nature peut être le tremplin du rebond économique, des retrouvailles entre Français sur la route de la croissance et des créations d'emplois.

Mais on le voit bien, la croissance est une question politique. Parce qu'elle repose sur des solutions politiques. Nous l'obtiendrons donc par l'action politique, mais aussi par une politique de transformation de notre économie. Si l'on regarde en arrière, Colbert, Turgot, Saint-Simon, Pompidou, Mendes-France, l'histoire politique est pavée de l'action de ces transformateurs qui ont modernisé les rapports économiques, sorti la France de ses archaïsmes, de sa vétusté, lui ont donné dans ses grandes étapes de modernisation, agricole, industrielle, technique, un nouveau souffle qu'elle recherchait.

Le plan de bataille en faveur du retour de la croissance et des créations d'emplois tient donc en trois points. Lutter contre les monopoles et redistribuer du pouvoir d'achat aux classes moyennes et populaires. Deuxièmement, investir dans les infrastructures pour transformer le pays, c'est la relance par l'investissement.

Seul le prononcé fait foi



Réinventer, troisièmement, le financement pour remplacer l'argent public, qui est malheureusement devenu bien rare.

La bataille pour la transformation progressive de notre économie va donc s'ouvrir. Elle a déjà été engagée par le soutien au modèle alternatif du capitalisme coopératif, de l'entrepreneuriat social et solidaire, qui permet aux salariés de devenir propriétaires du capital de leur entreprise. La ministre Carole DELGA fera vivre à mes côtés cette grande loi innovante sur l'économie sociale et solidaire, qui peut changer la vie de millions de salariés dans notre pays. Elle va se poursuivre aujourd'hui avec la nécessaire lutte contre les monopoles et les privilèges. Ce sera la bataille « des modernes contre les anciens », la bataille de l'audace contre le conformisme, la bataille contre les révolutionnaires du statu quo, contre la vie chère.

De nombreuses professions aujourd'hui sont en situation de monopole et captent par leur position des revenus à la population pour des services payés trop cher, qui entament le pouvoir d'achat des ménages. C'est le cas des professions qui sont protégées par des monopoles, les huissiers, les greffiers, le commerce, les avocats, certaines professions de santé. Beaucoup d'autres secteurs réglementés, l'optique, les prothésistes dentaires, dans lesquels une baisse des prix des services est nécessaire et possible, au bénéfice de la population.

Un rapport de l'Inspection générale des finances a été rédigé au sujet de ces 37 professions réglementées, que j'ai trouvé enfermé dans mon coffre-fort, quand je suis arrivé, il avait été demandé par mon prédécesseur. Je le rendrai public le moment venu, prochainement, afin de créer la transparence en ouvrant le débat devant l'opinion publique.

Une loi de croissance et de pouvoir d'achat, que nous allons travailler tout l'été avec mes collègues ministres, comprendra une trentaine de mesures destinées à mettre fin aux monopoles ou à les corriger, les réformer et à restituer surtout aux Français, usagers de ces services, le pouvoir d'achat qui leur manque. Elle améliorera la vie quotidienne de nos compatriotes, permettra à ces secteurs aussi de se développer plus librement et d'être capables de s'adapter à la révolution numérique.

Au total, sur cette loi de remise en mouvement de l'économie, nous espérons restituer l'équivalent de 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français, parmi lesquels les plus modestes. Les millions de Français qui, chaque année, engagent, par exemple, un procès, payent le prix des actes d'un huissier de justice 10 à 20 fois plus cher qu'une lettre recommandée qui rendrait le même service, comme tel est le cas dans d'autres pays européens, nous pourrions imaginer de restituer à la population, par la fin de ce monopole, ce pouvoir d'achat.

Ce sont là des propositions dont nous allons discuter avec les professionnels et ce sera évidemment une loi de stimulation de la croissance contre les prix trop élevés et permettant le soutien de la demande des ménages, qui aujourd'hui nous fait défaut.

Ces 6 milliards restitués à l'économie et aux Français, l'année prochaine, en 2015, ça commencera en 2015, sont l'équivalent des mesures de soutien aux ménages négociées par le gouvernement et le Premier ministre avec sa majorité,

Seul le prononcé fait foi



qualifiée, à mon avis, à tort, de frondeuse, sous forme de baisses d'impôts. Transformer donc les rapports économiques, c'est soutenir, stimuler l'économie, c'est construire la croissance.

Evidemment, il faut aller plus loin – vous l'avez mesuré – et si possible la relancer en la poussant, le pied sur l'accélérateur. C'est pourquoi nous avons décidé de mobiliser, avec le président de la République, toutes les ressources publiques et privées d'investissement pour la transformation du pays. L'esprit, c'est vrai, je le concède, de Franklin ROOSEVELT, souffle dans les têtes du ministère de l'Economie. Ce grand président des Etats-Unis d'Amérique avait inventé la construction de barrages hydroélectriques, pendant dix ans, dans la vallée du Tennessee, pour remettre son économie à flot, après la grande crise de 1929. Le président ROOSEVELT avait dit : « Essayez quelque chose ! Si ça ne marche pas, essayez autre chose ! » Nous aussi, nous allons essayer autre chose que l'austérité européenne dans tous les pays.

Le gouvernement a entendu les propositions de la Confédération européenne des syndicats, qui rassemble 80 organisations syndicales, qui proposent de relancer l'économie européenne par l'investissement à hauteur de 2 % du PIB européen. C'est l'objet de l'initiative de croissance que le gouvernement et le président de la République ont inscrite et portée à Bruxelles comme devant faire partie de l'ordre du jour de la nouvelle Commission.

Nous savons que l'investissement public et privé a chuté de 18 % dans l'Union européenne par rapport à son niveau d'avant crise. C'est un chiffre considérable. En 2013, l'Union a investi, tous secteurs confondus, près de 450 milliards de moins en euros constants qu'en 2007, avant la crise, 450 milliards de moins. L'Europe a donc besoin de leviers, de soutien à la croissance, pour contrebalancer les effets de la grave déflation qui pointe.

Un rapport de plusieurs instituts économiques français, il y a l'OFCE, allemands aussi, IMK et ELCM, ont préconisé une relance européenne par l'investissement public. Selon eux, les effets calculés et attendus pour 1,5 % du PIB européen mobilisés sous forme d'investissement public, au niveau européen, provoqueraient une hausse du PIB de plus de 2 %, une hausse de l'investissement privé de 10 % et une baisse de 5 % du taux de chômage dans tous les pays européens, validant ainsi la proposition de la Confédération européenne des syndicats. C'est ce qu'il faut organiser, à notre manière, à notre échelle et avec nos moyens publics, même s'ils sont devenus rares.

D'ailleurs, la situation de notre pays est paradoxale. Nous connaissons une période marquée par une abondance de capacité financière, des conditions de crédit très avantageuses, un loyer de l'argent historiquement bas, nous avons une épargne record et massive par rapport aux autres nations du monde de 3 600 milliards. Pourtant, nous connaissons un déficit d'investissement, dans les infrastructures, qu'il s'agisse du renouvellement des anciennes ou de la construction des nouvelles, dans certaines entreprises, les plus récentes, celles en forte croissance comme celles qui cherchent à renouveler leur appareil productif. Les investissements dans les infrastructures génèrent les emplois d'aujourd'hui et les biens communs de demain.

Seul le prononcé fait foi



La méthode à suivre consiste à identifier ces investissements, ce que mes services ainsi que le Commissariat à la stratégie et à la prospective ont accompli dernièrement. Je vous propose donc que nous reprenions, par exemple, la réalisation d'infrastructures qui nous seraient profitables comme la construction de barrages sur nos fleuves en France. Les études du ministère de l'Ecologie, les opérateurs d'électricité montrent un grand potentiel de ces énergies renouvelables, qui restent à exploiter avec une excellente rentabilité, puisque tout le monde veut acquérir, Monsieur le Président, tous nos barrages.

Ces barrages nouveaux peuvent devenir le moyen de réaliser des objectifs ambitieux de montée de la production d'électricité d'origine renouvelable dans notre bouquet énergétique. Ce qui est l'un des objectifs de la loi de transition énergétique, qui est une loi, à nos yeux, fondamentale pour la transformation de notre pays.

Il est possible, par ailleurs, de mobiliser pour la construction de nouveaux barrages l'investissement privé national et international, pour lancer ces programmes de construction qui feront travailler le pays et réduiront le nombre de chômeurs.

Je vous propose aussi que nous accélérions l'équipement des 30 millions de foyers en fibre optique, en inscrivant désormais cette obligation dans la loi de croissance et de pouvoir d'achat à l'automne, afin que l'investissement en génie civil des opérateurs privés ne s'arrête pas. Nous avons noté un peu de faiblesse sur ce terrain-là et une discipline faiblement suivie de la part des opérateurs concurrents de l'opérateur historique. Ces programmes d'équipements font travailler les PME des BTP et leurs employés sur l'ensemble du territoire.

Je vous propose également que nous mettions à disposition les biens du domaine public en vente dans le portefeuille des domaines pour amener les investisseurs hôteliers touristiques internationaux à investir dans le renouvellement de l'offre touristique française, afin de capter la demande mondiale, particulièrement asiatique. Nous pourrions ainsi imaginer la création sur fonds privés de paradors français qui feraient travailler les entreprises et les territoires.

Je vous propose que nous mobilisions que les fonds de la BPI pour aider les opérateurs de tourisme à investir dans de nouvelles chaînes hôtelières, notamment reprendre et restructurer les hôtels de centre ville qui disparaissent dans toutes les petites villes de France ; 14 000 adresses ont été perdues en vingt ans.

Ces projets d'investissement là encore privés, sous impulsion publique, c'est la mobilisation public-privé, l'alliance concrète des fonds publics et de l'initiative privée, recréerons de l'emploi dans ces régions où le chômage a souvent explosé. Elles viendront compléter les mesures pour relancer la construction de logements que préparent le Premier ministre et la ministre du Logement.

Je vous propose que nous engagions des investissements publics en petite quantité mais à l'impact considérable dans les ports français pour qu'ils ne perdent pas la bataille avec les ports de la Mer du Nord et de la Mer Méditerranée par effritement de leur part de trafic. Un port n'existe et ne se développe qu'avec un territoire desservi, large et riche, permettant d'importer et d'exporter les biens

Seul le prononcé fait foi



manufacturés. Remonter l'activité de nos ports, l'investissement dans l'amélioration des dessertes ferroviaires du port de Marseille et du Havre doivent être accélérées.

Ces investissements publics seront très productifs parce qu'ils créeront beaucoup d'emplois autour et dans les ports.

Je vous propose que nous utilisions les milliards des participations de l'Etat pour investir, comme nous l'avons fait, dans PSA et ALSTOM, dans les nouvelles entreprises de santé qui s'attaquent aux grandes maladies et qui deviendront sous peu des leaders mondiaux créateurs d'emplois en France.

Les participations publiques de l'Etat deviennent ainsi – grâce au changement de la doctrine d'actionnaires – des leviers puissants pour le drainage de l'épargne privée vers les entreprises appelées à devenir des entités d'utilité nationale et peut-être mondiale.

La BPI dans son sillage – qui est le bras armé du redressement de notre économie – sélectionne en ce moment même 40 PME, entreprises qualifiées, par elle, du futur CAC 40, dans lesquelles elle injectera du capital et de la dette pour susciter une croissance rapide et accélérée et entraîner un mouvement d'adhésion des investisseurs privés.

Le leadership sur fonds publics crée l'investissement privé et sert l'activité économique. Déjà le 34^{ème} plan industriel intitulé « usine du futur », présenté comme le plus important par Louis GALLOIS, c'est d'ailleurs une sorte de mini plan Marshal pour les PME, d'un montant d'un milliard d'argent public, qui peut être doublé avec l'argent européen, nous pouvons ainsi aider les PME à financer la modernisation de leur appareil productif, lorsque l'investissement a pris trop de retard. Ce sont les régions qui sont appelées à sélectionner ces entreprises.

J'invite les organisations patronales et professionnelles à diriger les petites et moyennes entreprises vers les régions pour obtenir les financements nécessaires destinés à remonter le niveau d'investissement technologique dans les entreprises. Ce sont les deux entreprises pilotes du plan, Fives et Dassault Systèmes, classée troisième entreprise innovante au plan mondial devant Google, il faut le répéter, nous avons une entreprise qui, dans les classements mondiaux Forbes, est devant Google, troisième. Google n'est que quatrième. C'est Dassault Systèmes. Dassault Systèmes a accepté de faire les diagnostics pour les PME du territoire français, ces PME qui ont besoin d'améliorer le niveau de leurs investissements et moderniser leur appareil productif.

C'est le grand emprunt, les fonds européens qui financeront cet investissement public. Notre objectif est d'atteindre 3000 PME en trois ans. Le mouvement a déjà commencé, il faut l'amplifier. Je viens de m'adresser personnellement à chaque conseiller régional, présent sur le terrain, pour qu'il s'empare de cet outil de modernisation des PME sur fonds publics.

Je vous propose surtout que nous investissions massivement dans les infrastructures du savoir de la révolution numérique. S'il faut s'en défendre, quand elles créent au profit des gens de l'Internet mondial des monopoles, qui nous placent en situation de dépendance, je n'ose pas dire « colonisation numérique », nous ne devons pas en avoir peur. Notre intérêt est de nous en saisir pour en

Seul le prononcé fait foi



obtenir les meilleurs fruits pour nos emplois et notre croissance. Notre stratégie est bien sûr de nous protéger, comme la France et l'Allemagne, Sigmar GABRIEL et moi-même l'avons demandé à la Commission européenne, vis-à-vis de Google, comme nous le demandons avec Axelle LEMAIRE, dans les enceintes internationales, dans le dossier Ican, tout comme je l'ai fait en saisissant la justice dans le dossier Booking.com qui écrase notre hôtellerie, notre projet est néanmoins d'abord d'investir dans des alternatives souveraines : organiser le big data européen, sécuriser le Cloud français, investir dans les nouveaux usages, ce sont nos plans industriels qui sont désormais sur la table et que nous allons mettre en œuvre.

Avec le ministre de l'Education nationale, Benoit HAMON, nous avons imaginé d'investir massivement dans l'éducation numérique afin d'offrir aux petits Français de nouvelles pratiques pédagogiques. C'est le plan e-éducation qui devrait mobiliser environ 700 millions de commandes publiques et faire travailler une filière renaissance des tablettes électroniques.

En France, avec madame Aurélie FILIPPETTI, la ministre de la Culture, nous avons demandé aux opérateurs audiovisuels et numériques français de s'unir pour offrir des plateformes alternatives aux offensives anglo-saxonnes dans la culture et le cinéma. Les industries créatives sont aussi de formidables mobilisatrices d'investissement.

Je m'apprête donc à écrire au président d'ORANGE, comme actionnaire, une lettre de mission, lui demandant d'être le vaisseau amiral porteur de notre révolution numérique et souveraine. Et nous ne répugnerons pas à nouer des alliances européennes à ce titre.

Je vous propose que nous donnions au mécanisme de rénovation thermique des bâtiments, inclus dans la transition énergétique, une ampleur inédite. C'est, avec le chantier du Grand Paris, deux grandes causes nationales qui changeront, en plus des masses d'argent qui vont s'y investir, la vie des Français.

Pour le mesurer, la mobilisation de la Nation est générale et tous azimuts. Toutes ces ressources publiques, privées, parapubliques, sont engagées dans la bataille de la croissance. L'argent public, devenu rare, fait levier sur l'investissement privé. Plutôt que d'attendre la relance européenne de la croissance, je vous propose donc que nous organisions déjà la nôtre, sur la base d'une alliance de l'investissement public-privé, moyen créatif de surmonter la pénurie budgétaire.

Cette mise en mouvement de l'économie par l'action politique, c'est le sens de la mission du ministère de l'Economie. Nul ici, à Bercy, n'attend la croissance venue du ciel. Le gouvernement ne l'attend pas assis sur une chaise, comme on attendrait Godot, nous décidons d'aller la chercher nous-mêmes, avec nos pelles et nos pioches, si j'ose dire. Cette mobilisation générale de toutes les forces de la Nation a pour seul objectif d'obtenir la baisse du chômage et des créations supplémentaires d'emplois.

Révolution compétitive, refus de l'austérité européenne, stimulation de la croissance par tous les bouts, lutte contre les monopoles, innovation à tous les étages, voici les ingrédients du redémarrage et du redressement de l'économie

Seul le prononcé fait foi



française. Vous mesurez à quel point le chemin qu'empruntera notre pays peu être tracé, il l'a été dans l'Histoire par l'audace de quelques idées nouvelles, celles qui peuvent changer un pays, changer un destin collectif. Dans tous les siècles, la France a su se réinventer parce que c'est une Nation imaginative et créative. Si j'avais d'ailleurs un seul mot à ajouter à la devise nationale « Liberté Egalité Fraternité », j'ajouterais « Créativité ». Les idées nouvelles peuvent nous donner la fierté de construire un nouveau pays, l'ancien se mourant dans d'antiques querelles. Elles peuvent nous rassembler aussi, il serait temps, autour d'un projet commun, partagé et audacieux. J'ai confiance en nous. Nous pouvons réussir ensemble. Vive le Redressement de l'économie française, vive la République et vive la France. 15 :51 :05. FIN.

Seul le prononcé fait foi

